

POUR LA LIBERATION DE ROMAIN LE GAL, OUVRIER MARXISTE-LENINISTE  
ET DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES

MANIFESTATIONS

Samedi 26 juin 9h30 à Mairie d'Ivry et 16h30 à Nanterre ville (RER)

Dimanche 27 juin 10h au métro Basilique à St-Denis

# L'Humanité rouge



Prolétaires de tous les pays,  
nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi  
22 juin 1976  
No 514

1,50 F

B.P. 61  
75861 Paris Cedex 18  
CCP 30 226 72  
La Source

Commission paritaire  
No 57952

## L'AMIRAL ET LE PCF

Un amiral qui donne une interview à un journal du PCF c'est là un événement qui il y a quelques temps encore aurait pu paraître inconcevable.

Et pourtant c'est aujourd'hui quelque chose qui est réalisé. Le dernier numéro de «L'Humanité dimanche» publie en effet un long dialogue entre le révisionniste Louis Baillot et l'amiral Sanguinetti. C'est là une manifestation tout à fait importante des profondes divisions qui traversent aujourd'hui la bourgeoisie monopoliste française. Il importe en effet de comprendre que les prises de position d'un Sanguinetti ont beaucoup plus de signification qu'une simple attitude individuelle. D'autant plus qu'elles ne sont pas isolées. Il y a quelques temps le frère de l'amiral, l'ancien secrétaire général de l'UDR, Alexandre Sanguinetti a pour sa part pris fait et cause pour l'accession au pouvoir du parti révisionniste italien.

Mais revenons à l'amiral. Dans l'interview en question il fait état d'une convergence entre ses positions et celles du PCF en ces termes : «Je suis certain qu'indépendance et défense nationale restent le consensus du fond de ce peuple. Il n'est donc pas étonnant que nous nous y retrouvions». Ce brevet de «patriotisme» décerné aux dirigeants du PCF recouvre en réalité des intérêts n'ayant rien à voir avec l'indépendance nationale.

Quels sont donc les intérêts qui poussent aujourd'hui une partie de la bourgeoisie monopoliste dans le sens de la collaboration avec les dirigeants du PCF ?

Il s'agit d'une part de raisons liées à la lutte des classes en France. Le développement de la crise du système capitaliste et des luttes populaires amène certains secteurs de la bourgeoisie monopoliste à considérer, qu'à terme, seul le PCF est en mesure de faire face aux luttes populaires, de préserver le système capitaliste, grâce à l'influence qu'il continue à exercer sur la classe ouvrière. Ces raisons ont été largement mises en avant ces derniers temps, en Italie notamment.

(Suite page 3)

## Méditerranée

# Les superpuissances aggravent la tension

Alors que la situation est toujours tendue au Liban où les combats se poursuivent, les deux superpuissances, américaine et soviétique, se font de plus en plus menaçantes, chacune cherchant à

che le Bosphore, à destination de la Méditerranée.

Selon l'agence d'information turque «Anatolie», il s'agit d'un bâtiment du type «Alligator» venant de la mer

Le passage de ces deux unités navales à travers les détroits turcs porte de 66 à 68 le nombre de bâtiments de la flotte de guerre soviétique croisant en Méditerranée depuis la crise libanaise.

Dans le même temps, tout est prêt dans la base militaire britannique d'Akrotiri pour une invasion américaine du Liban, selon des sources chypriotes grecques. Un certain nombre de fusiliers marins américains seraient déjà installés sur cette base qui accueille également une dizaine d'avions de transport américain «Hercule» ainsi que des «Phantoms» et des hélicoptères.

Et Ford a réuni à plusieurs reprises ces jours-ci, à la Maison Blanche, le Conseil national de sécurité américain. Il a confirmé que la 6e flotte croise au large des côtes libanaises avec plus d'un millier de marines à bord.

Les préparatifs américains démontrent que devant l'offensive sociale-impérialiste russe en cours au Moyen-Orient, les États-Unis craignent un nouvel Angola. Le ministre égyptien de la Défense s'est élevé contre cette situation qui menace tous les pays riverains du bassin méditerranéen. (Suite p. 3)



consolider sa position et son influence dans la région.

Un nouveau navire de débarquement russe transportant des unités d'infanterie de marine a franchi diman-

Noire, sous escorte d'un destroyer de la classe «Skoryi». Un nombre important de soldats portant l'uniforme kaki ainsi que des tanks et des véhicules blindés étaient visibles à bord du navire.

## Luttes dans les colonies françaises

En Guadeloupe, la série de grèves entamée depuis plusieurs semaines se poursuit. Les employés d'Air France viennent d'effectuer 4 jours de grève pour la réintégration d'une assistante sociale abusivement licenciée et l'augmentation des salaires. Dans le bâtiment, la grève dure depuis deux mois, pour une augmentation de 7 % des salaires.

Tahiti de son côté a connu des jours agités. Les militants tahitiens continuent d'occuper l'Assemblée territoriale de Polynésie dont ils exigent la dissolution, et interdisent l'accès aux conseillers UDR.

Rassemblements et manifestations de protestation contre le colonialisme français se déroulent ces jours-ci en plein centre de Pa-

## La lutte contre la répression UNE QUESTION POLITIQUE

Dans les numéros 510 et 511 de L'Humanité rouge, nous avons vu que les travailleurs ont à mener un seul et même combat contre l'exploitation et la répression ; quel que soit le point de départ ils se retrouvent tous sur ce point de convergence fondamental. La lutte contre la répression, du fait de l'intervention ouverte de l'appareil d'État, est plus rapidement perçue comme ayant un caractère directement politique. Le rôle du parti marxiste-léniniste est de contribuer à ce que cela devienne une lutte politique consciente, c'est-à-dire — comme le disait Lénine — «contribuer à la fusion indispensable de la lutte économique et de la lutte politique dans une lutte de classe unique des masses ouvrières socialistes».

Dans telle ou telle usine le patron a décidé de licencier un certain nombre de travailleurs sous prétexte de «difficulté économique». Les travailleurs déclenchent la grève et occupent l'usine. En faisant un tour dans les bureaux de la direction ou du chef du personnel, les grévistes découvrent le «pot aux roses» : les plans de restructuration prévus déjà depuis plusieurs années. Ce genre de révélations

est devenu courant aujourd'hui (LIP hier, Câbles de Lyon plus récemment, etc). Que faire de ce genre de révélations ? Dans de nombreuses usines, les ouvriers les plus conscients s'en sont servi pour expliquer qu'il s'agit en fait pour les capitalistes de réorganiser la production en fonction de leurs seuls profits. C'est ce que Marx appelait «le froid intérêt d'argent». Les patrons défendent leurs intérêts de classe. Face à cela les ouvriers doivent prendre conscience que, eux aussi, forment une classe, qu'ils doivent agir non pas seulement contre tel ou tel patron qui les exploite, mais comme souligne Lénine : «contre la classe des capitalistes tout entière et contre le gouvernement qui la soutient. C'est seulement lorsque chaque ouvrier a conscience d'être membre de la classe ouvrière dans son ensemble, lorsqu'il considère qu'en luttant quotidiennement, pour des revendications partielles contre tels patrons (...) il se bat contre toute la bourgeoisie et tout le gouvernement, c'est alors seulement que son action devient une lutte de classe».

(Suite page 5)

## ITALIE PAS D'ENTHOUSIASME POUR LES URNES

La première journée des élections législatives en Italie s'est terminée dimanche soir à 22 heures. Les opérations de vote reprennent ce lundi de 7 à 14 heures ; c'est donc seulement dans la soirée que l'on connaîtra le verdict des urnes pour ces élections suivies avec autant d'attention à l'étranger qu'en Italie même en raison de leur signification et de l'importance qu'elles revêtent pour toute l'Europe du Sud.

Durant toute la journée de dimanche, après une campagne électorale à la fois morne et violente, les opérations de vote se sont déroulées dans le plus grand calme malgré la présence de l'armée dans les bureaux de vote.

Fait significatif, la participation électorale en fin de journée était moins importante que lors des précédentes élections législatives. Voilà qui laisse présager une désaffection des travailleurs italiens pour l'impasse électorale dans laquelle le parti révisionniste de Berlinguer entend les enfermer.

# Le social-impérialisme réprime les patriotes angolais

Alors que Russes et Cubains maintiennent encore de forts contingents de troupes d'agression en terre angolaise, la nouvelle parvenait ces jours-ci de l'arrestation d'environ 200 soldats angolais par les autorités du MPLA au pouvoir et leurs «conseillers» étrangers.

Cette révolte des soldats n'est pas la première en Angola, depuis l'invasion soviétique et l'envoi de mercenaires cubains. Les 17-18 septembre 1975 déjà, les soldats des forces armées populaires de libération de l'Angola (FAPLA, armée du MPLA) de Caxito se révoltaient contre cette agression et la corruption des autorités de Luanda. Les 24-25 du même mois, une nouvelle révolte de soldats éclatait à Benguela contre le commandant Monty e Ngakumona, bien connu pour ses méthodes fascistes et ses amitiés avec le KGB. Les 7-8 octobre, à Gabela, nouvelle révolte après l'assassinat totalement arbitraire d'un soldat des FAPLA par le commandant d'un escadron. Un mois plus tard, nouvelle insurrection de soldats à Novo Redondo, à Grafanil, près de Luanda, et à Luanda même où les troupes du RI 20 se révoltèrent contre

la répression politique qui s'abattait sur certains soldats. Ces soldats révoltés de l'escadron Maiombe encerclèrent les locaux de la police militaire et échangèrent des tirs nourris avec les forces de la police militaire; ils marchèrent sur le siège de la Disa, la nouvelle police politique angolaise social-fasciste, connue comme «maison de réclusion», en menacèrent les gardes et exigèrent la libération de tous les emprisonnés politiques. La seule réplique des autorités de Luanda fut de faire fusiller sommairement aussitôt les soldats déjà détenus.

Les révoltes de soldats ne sont qu'un indice de la colère du peuple angolais contre l'agression sociale-impérialiste commise contre le pays, l'affaiblissant ainsi également face aux manœuvres des autres impérialismes, notamment US.

Au sein même du MPLA,



des militants souvent parmi les plus prestigieux de la lutte anticoloniale contre les Portugais, ont regroupé les patriotes et anti-impérialistes conséquents qui ont exprimé publiquement leur désaccord avec l'agression soviétique, la présence de troupes cubaines, la guerre fratricide alimentée de l'extérieur. Ce fut le cas notamment du Mouvement dissident du MPLA «Révolte active» et de l'Organisation communiste d'Angola (OCA) qui se réclament du marxisme-léninisme. Désormais, à la radio de Luanda, il est interdit de mentionner ces

organisations. Leurs journaux ont été arbitrairement supprimés et leurs militants sont activement poursuivis et réprimés par la nouvelle bourgeoisie angolaise que le social-impérialisme a installée au pouvoir à Luanda.

C'est le cas pour Joaquim Pinto de Andrade, militant de «Révolte active», l'un des fondateurs du MPLA, emprisonné sept fois par la PIDE, la police politique du colonialisme portugais; pour Rui Castrolopo, ancien commandant de la 2e Région militaire du MPLA avant le 25 avril; pour Manuel Videira, médecin, qui eut une grande activité dans la 4e Région politico-militaire sur le front est; pour Liceu Vieira Dias, militant du MPLA de la première heure, qui fut détenu de longues années au camp de concentration de Tarrafal; pour Gentil Viana, l'un des fondateurs du MPLA et ancien conseiller du président du Mouvement; pour Henrique Guerra qui fit 8 ans de prison à la sinistre forteresse portugaise de Peniche.

Cette répression à grande échelle s'exerce sous le contrôle direct des dirigeants du Kremlin. La première déclaration publique du ministre de l'Intérieur d'Angola, Nito Alves, de retour du 25e Congrès du parti révisionniste soviétique, n'a-t-elle pas été pour menacer de mort les patriotes angolais qui s'opposent à leurs crimes? Le parti révisionniste de Cunhal joue lui aussi un rôle dans cette odieuse répression puisque nombre de ses membres se sont infiltrés dans les organes de direction du MPLA et de l'État angolais.

En Angola, comme au Portugal, comme dans tous les pays du monde, le peuple épris d'indépendance, de liberté et de paix n'admettra pas que se perpétue la présence impérialiste soviétique pas plus que de tout autre impérialisme. Sa révolte ne fait que commencer.

## Johannesburg

### L'AZANIE VIVRA

L'insurrection qui a dressé les patriotes africains contre leurs oppresseurs racistes s'est provisoirement «éteinte» samedi soir, étouffée par une répression féroce. Le chef de la police sud-africaine s'est lui-même vanté d'avoir reçu le feu vert du gouvernement pour utiliser «les grands moyens». Dans les cités-dortoirs et les bidonvilles de la ceinture de Johannesburg, les Africains, les poings serrés et la rage au cœur comptent leurs morts. Plus de cent tués et plus de mille blessés. Parmi eux de nombreux écoliers tombés sous les balles de la police de Vorster ou les gourdis des racistes. Plus de morts donc que lors du tristement célèbre massacre de Sharpeville, le 21 mars 1960, qui fit 69 martyrs, alors qu'on compte deux tués seulement et cinq blessés parmi la population blanche.

Mais l'alerte a été chaude pour les criminels de Prétoria. L'insurrection des patriotes africains a en effet largement débordé Soweton pour embraser sept autres cités satellites de Johannesburg où la population noire est parquée dans des conditions misérables, réduites en esclavage dans son propre pays. Les luttes se sont développées à Alexandra, dans le Transvaal, à l'université de Zoulouland, à Pietersburg située à 300 km au nord de Johannesburg, à Durban; elles se sont étendues à une région de 3 000 km<sup>2</sup> autour de Johannesburg.

## Méditerranée

### Les superpuissances aggravent la tension

(Suite de la page 1)

«La situation au Liban empire», a-t-il déclaré, «les choses se compliquent. Les mouvements navals augmentent en Méditerranée orientale. Ce sont les signes précurseurs du danger... A l'heure où des efforts sont déployés pour mettre fin à cette tragédie, nous devons être plus vigilants pour faire face aux éventuels développements de la situation au Liban».

De son côté Israël se réjouit désormais publiquement de la tension entretenue au Proche-Orient par les deux superpuissances. Le général Dayan vient d'ailleurs de déclarer que «seule l'installation de contingents américains et soviétiques entre Israël et ses voisins arabes, pour un temps illimité, représenterait une garantie valable» pour l'État sioniste!

Au Liban, la composition des «casques verts» regroupant plusieurs contin-

Mais cette insurrection noyée dans le sang du peuple africain n'a fait qu'isoler davantage le régime raciste de Vorster et précipiter sa chute qui désormais ne saurait tarder.

L'OUA s'est immédiatement déclarée résolue à s'acquitter de son devoir envers les masses africaines en lutte en Afrique du Sud et envers leur mouvement de libération nationale. Elle s'est engagée à aider le congrès panafricain et le congrès national africain «à riposter par la violence révolutionnaire à la violence réactionnaire du régime de l'apartheid».

A l'ONU, le Conseil de sécurité unanime a adopté une résolution qui «condamne vigoureusement le régime sud-africain». Le représentant chinois y a rappelé l'engagement de la Chine aux côtés des masses africaines en lutte pour leur libération.

Pendant ce temps, c'est discrètement que le raciste Vorster quittait l'Afrique du Sud pour une visite en RFA où il doit conférer avec Kissinger. On lui prête également l'intention d'une visite en France. Mais notre peuple ne tolérera pas la venue de cet assassin dans notre pays, pas plus qu'il n'accepte que ce soit avec des armes françaises que ce récent massacre ait été effectué.

Bientôt les patriotes africains vaincront et l'Azanie vivra, délivrée de ses chaînes!

## LA GRANDE ILLUSION DE MOSCOU

C'est quand ils commencent à «sortir» des analyses politiques sur la situation dans le monde que les plumitifs de l'Humanité révèlent le vrai visage du parti auquel ils appartiennent: un parti qui sert les intérêts de grande puissance de l'Union soviétique sociale-impérialiste. Ainsi Jacques Coubard dans l'organe du PCF du jeudi 17 juin 1976, dans un article intitulé «La grande illusion de Damas» se permet d'écrire: «Sadate, avec Assad, entreprend la guerre d'Octobre dans des conditions délicates — qui font exprimer des réserves à l'URSS qui n'a pas été consultée par ses alliés syriens et égyptiens — pour provoquer le dialogue avec les États-Unis».

Donc pour ces messieurs de l'Humanité, il suffit que l'URSS exprime des «réserves» sur la guerre patriotique d'Octobre 1973, parce qu'«elle n'a pas été consultée», pour que cette guerre serve à «provoquer le dialogue avec les États-Unis». Est-ce de cette façon, M. Coubard, que le marxisme-léninisme nous enseigne à discerner la réalité des faits historiques? Piètre «marxisme-léninisme» que le vôtre qui se réduit à «une consultation de l'URSS» pour qu'une guerre ou une action politique menée par des peuples du tiers monde soit portée aux nues ou basement dénigrée! Cessez donc de vous poser en tuteurs des peuples, et re-

gardez un peu cette Union soviétique soi-disant amie des peuples arabes qui, à votre avis, doit en tout être consultée. A-t-elle consulté les peuples arabes avant d'ouvrir ses portes à l'émigration des juifs soviétiques en Israël? Les a-t-elle consultés avant de cesser toute fourniture d'armes en Egypte? Les a-t-elle consultés avant de mener des tractations secrètes avec l'État sioniste? A-t-elle consulté le peuple palestinien et son représentant légitime l'OLP — que vous prétendez défendre dans votre article — avant de recevoir le roi Hussein de Jordanie (au moment même où vous écriviez votre papier) parti là-bas pour se fournir en armes?

Essayez donc de répondre à toutes ces questions plutôt que de vous lancer dans des analyses soi-disant «documentées» sur la Syrie ou tout autre pays arabe. Si la consultation est chose bonne entre pays égaux et sincères, elle devient un crime contre les intérêts du peuple quand on prétend la faire seulement à sens unique comme le fait l'URSS pour assurer ses intérêts de superpuissance impérialiste.

Croire que les peuples peuvent être dupes de manœuvres aussi grossières, c'est là la grande illusion de Moscou et de ses zélés serviteurs... dont vous êtes, M. Coubard!

Un patriote arabe.

**QUAND VOUS AVEZ LU LE QUOTIDIEN, NE LE JETEZ PAS ! DONNEZ-LE OU AFFICHEZ-LE !**

## nouvelles intérieures

LIBERTE POUR  
JACQUES VILLIERS

Mardi 15 juin, c'est à nouveau tenue une assemblée générale du Comité de soutien, à Aiguillon. Une brochure sur le remembrement et la répression, a été distribuée. De nouveaux secteurs d'information et de soutien s'organisent dans le département. La semaine dernière, des réunions étaient organisées à Villeneuve et Agen ; cette semaine, dans le canton de Duras. Les pétitions pour appuyer la demande de suppression de la peine doivent être étoffées par un mouvement de masse ou manifestation. La liaison avec les autres comités de soutien en lutte contre la répression (R. Le Gal, militant inculpé pour reconstitution du PCMLF ; Siméoni ; la famille Terral paysans du Lot-et-Garonne) a été envisagée peut-être sous la forme d'un meeting.

Correspondant HR

3 SOLDATS TUES  
AU COURS DE MANŒUVRES

Deux militaires du 25<sup>e</sup> régiment d'artillerie de Thionville (Moselle) ont été tués et un 3<sup>e</sup> grièvement blessé dans l'accident d'une jeep (le véhicule s'est renversé) survenu au cours de manœuvres dimanche à Pont-St-Vincent (Meurthe-et-Moselle).

Jeudi, c'était également au cours de manœuvres, près de Cambrai (Nord), qu'un militaire du 7<sup>e</sup> régiment de chasseurs d'Arras (Pas-de-Calais) a été tué et deux autres blessés. Ils se trouvaient à bord d'une automitrailleuse légère qui, affirme-t-on de

source « officielle », s'est retournée sur un chemin communal.

Décidément le matériel de l'armée se retourne bien facilement. Bien sûr, « officiellement » l'enquête est en cours, mais saura-t-on si pour les dites manœuvres les conditions de sécurité étaient respectées, le matériel en état de marche ? Si les autorités n'ont pas exigé des exercices dans des conditions qui ne leur permettaient pas ? Toujours est-il que nous devons exiger que la lumière soit faite.

## Boulogne-Billancourt

Du nouveau  
à propos de l'arrestation  
des 2 anti-fascistes

Deux antifascistes qui protestaient contre la tenue d'un meeting fasciste à Boulogne-Billancourt lors du 1<sup>er</sup> tour des élections cantonales sont toujours sous les verrous. Le comité antifasciste de Boulogne-Billancourt après avoir rappelé les circonstances de leur arrestation, précise dans un communiqué qu'ils nous a fait parvenir :

Tout indique que le pouvoir monte dans l'escalade de la répression, en cherchant à coller sur le dos des deux camarades l'étiquette de dangereux spécialistes de l'attentat. Ainsi le juge d'instruction les a inculpés de « fabrication d'explosifs », c'est-à-dire une tentative de crime passible de la cour d'assises. Pour le candidat UDR qui joue au martyr, c'est un attentat manqué contre lui.

Dés maintenant, Dominique Le Sénéchal et Charles Arnulf ont choisi de se défendre en affirmant leur identité politique d'antifascistes prêts à s'opposer aux initiatives des fascistes ce soir-là.

Ils sont en détention provisoire. On peut leur écrire : Maison d'arrêt de Fleury-Mérogis 91 Ste-Geneviève-des-Bois — C. Arnulf : 54 270 ; D. Le Sénéchal :

54 271. Mobilisons-nous pour les soutenir et obtenir leur libération.

La réunion publique à la MJC de Boulogne du jeudi 18 juin n'ayant pu avoir lieu (la direction de la MJC refusant de s'engager sur cette affaire), le comité antifasciste appelle à la création d'un comité de soutien pour la libération de D. Le Sénéchal et C. Arnulf

mercredi 23 juin  
au patronage laïque  
72 av. Félix Faure  
75015 Paris  
à 20 h 30

Le programme du comité de soutien et les initiatives de riposte seront discutés à cette réunion.

Pas un fasciste à Boulogne-Billancourt. Organisons le soutien à Charles Arnulf et Dominique Le Sénéchal.

Pour prendre contact avec le comité antifasciste :  
Librairie Floréal  
121, av. du Maine  
75014 Paris

C'est trop difficile  
pour les bourgeois  
de dire la vérité

Le premier ministre J. Chirac a indiqué dimanche que les 2 préoccupations majeures du gouvernement sur le plan économique étaient l'inflation et l'emploi des jeunes. « Le danger qui guette notre pays est l'inflation » estime-t-il. Et concernant l'emploi, il prétend que : « Notre système d'indemnisation du chômage était certes généreux mais que dans certaines circonstances il n'incitait guère à la recherche sérieuse d'un emploi, sinon même à le refuser ! Voilà qui ne manque pas de culot ! Qui jette à la rue des dizaines et des dizaines de milliers de travailleurs pour satisfaire leurs appétits gloutons de grands capitalistes vivant en parasites sur le travail de millions de « petites gens » ? Et voilà que maintenant les victimes seraient trop gâtées par la bonne pieuve capitaliste ? Que les travailleurs seraient des fainéants ? Quelle générosité en effet que l'aumône des indemnités de chômage dont la moitié des chômeurs ne touchent rien ; et que 10 % seulement des chômeurs « officiels » (chiffre très inférieur à la réalité) toucheraient les fameux 90 %. C'est aux responsables des licenciements de payer la note, inutile d'essayer de retourner les responsabilités.

Le même jour, Yves Guéna, secrétaire général de l'UDR, joue les fanfarons et déclare que : « Les remous de la politique ne devaient pas faire oublier l'essentiel qui est l'amélioration de la situation économique »

UN APPEL DE  
L'ASSOCIATION MÉDICALE  
FRANCO-PALESTINIENNE

L'Association médicale franco-palestinienne lance « un appel urgent à l'aide financière pour l'achat de vivres, de médicaments, de vaccins, de plasma sanguin, aux volontaires (chirurgiens, médecins, infirmiers) prêts à partir au Liban ».

Dans un communiqué, l'Association médicale franco-palestinienne indique que la situation des populations palestiniennes déjà très éprouvées devient absolument dramatique : manque d'eau et pénurie alimentaire pour les produits de base (farine, légumes, sucre, fruits), situation sanitaire catastrophique, outre l'épuisement des stocks de médicaments et ceux rendus inutilisables par les coupures d'électricité, des risques d'épidémies très sérieuses pèsent sur les populations, la vie de milliers de civils est menacée.

L'association précise que les dons et candidatures doivent être envoyés à : Association médicale franco-palestinienne, 24, rue de la Réunion, 75020 Paris. Tél : 370-01-56. CCP : La Source 34 521 83.

Poussant le culot jusqu'au bout, il conclut sans rire que « sur le front social, c'est le calme plat. Mettons ces bons résultats au crédit du gouvernement et de son plan de relance ».

Décidément leurs difficultés insurmontables leur font perdre toute décence et les rend hargneux. Drôle d'amélioration en effet que la flambée des prix sur les fruits et les légumes, où les gros capitalistes spéculent sur les prix et font passer cela sur le dos de la sécheresse. Et les hausses qui se préparent pour juillet-août ? Période privilégiée pour faire leurs sales coups.

Quel « calme plat » que les 200 usines occupées, les petits paysans en colère et l'« répression systématique qui s'abat sur tout ce qui bouge ! Chirac, Guéna, Giscard... quel mensonge n'inventeraient-ils pas pour servir leur classe !

## Sécheresse

AGGRAVATION  
DE LA POLLUTION

Le débit du Rhône est descendu le 16 juin au-dessous de 300 m<sup>3</sup>/seconde selon les relevés officiels effectués à une vingtaine de kilomètres au sud de Lyon. Il y a un an ce débit était de 727 m<sup>3</sup>/seconde au même endroit. Le débit moyen, calculé sur 56 ans, étant de 1 009 m<sup>3</sup>/seconde.

Si ce débit extrêmement faible se maintient, comme tout le laisse prévoir, il en résultera une pollution inquiétante pour la faune aquatique et la qualité de l'eau. Le pourcentage des déversements d'eaux industrielles versées dans le fleuve reste en effet constant pour un volume d'eau beaucoup moindre.

La situation de la Saône est encore plus grave, son débit se situant à Lyon

entre 30 et 40 m<sup>3</sup>/s contre 80 à 100 habituellement au cours de cette même période. Ses eaux sont déjà pratiquement stagnantes en amont de Lyon.

En Saône-et-Loire, la situation est déjà très grave pour les petits agriculteurs dont le préfet essaie de contenir la colère en annonçant la création d'un « comité départemental de la sécheresse ». Mais on sait que des crédits affectés à ces comités et plans bidons contre des catastrophes naturelles, les petits paysans, les plus éprouvés, ne voient jamais la couleur !

Amis lecteurs  
aidez-nous  
achetez toujours  
L'Humanité rouge  
dans le même kiosque

## L'AMIRAL ET LE PCF

(Suite de la p. 1)

Il s'agit d'autre part de raisons liées à l'évolution de la situation internationale.

A ce sujet on peut se reporter utilement à des propos tenus par les frères Sanguinetti dans « Le Figaro » du 20 mai 1976.

D'une part Alexandre Sanguinetti y nie que le social-impérialisme russe constitue une menace pour la France. Voici ce qu'il déclarait : « J'estime que les dangers pour nous Français, mais aussi pour les Européens, sont extérieurs à l'Europe. On nous répète qu'il y a un danger soviétique. Avec un pays qui a 72 000 kms de côtes et de frontières, dont 8 700 avec la seule Chine, quand la frontière française de la mer du Nord à la Suisse en a 730, croyez-vous vraiment que les Soviétiques soient dans une position rêvée ? ». Un tel point de vue revient à dire que l'URSS ne constitue pas une menace pour la France car elle a à se « protéger » de la Chine. C'est là une conception qu'avait déjà dénoncée Chou En-lai lors du 10<sup>e</sup> congrès du Parti communiste chinois. Elle consiste à vouloir détourner la menace de l'URSS sur la Chine, en croyant ainsi pouvoir l'éviter. C'est tomber dans ce piège des sociaux-impérialistes russes qui consiste à « faire du bruit à l'Est pour attaquer à l'Ouest ». Sanguinetti nie ainsi cette réalité qui est que l'essentiel des forces armées soviétiques est dirigé vers l'Europe de l'Ouest et que sa flotte effectue une manœuvre d'encercllement de l'Europe de l'Ouest. Mais on sait bien que devant de tels faits seuls sont aveugles ceux qui le veulent bien.

D'où viennent donc les menaces selon Sanguinetti ? Voici ce qu'il affirme : « L'augmentation du prix du pétrole, et demain l'embargo, de qui peuvent-ils venir ? Des pays en voie de développement... Les vrais dangers viennent de l'extérieur de l'Europe, pas de l'intérieur. S'il n'y a plus d'arrivage de pétrole, de minéral, de coton, l'indépendance nationale est menacée... Nous devons organiser nos forces dans cette perspective. » L'ennemi, c'est clair, pour Sanguinetti ce n'est pas le social-impérialisme russe dont la flotte se prépare à couper les voies de ravitaillement de l'Europe.

L'ennemi ce sont les pays du tiers monde en lutte pour un nouvel ordre économique mondial. Et son frère, l'amiral, déclarait quant à lui : « Il ne faudrait pas oublier toutes ces nouvelles petites nations qui se paient des flottes. On aurait tort de les tenter par des succès faciles. »

Ainsi :

1) L'URSS ne constitue pas une menace  
2) Les dangers sont extérieurs à l'Europe et proviennent du tiers monde. Or, ajoute l'amiral Sanguinetti : « L'Alliance atlantique ne couvre que l'Europe et la Méditerranée. Partout ailleurs dans le monde, où l'on peut avoir à appliquer une stratégie indirecte, nous sommes seuls. Et même souvent en opposition avec nos alliés y compris les Etats-Unis, pour des raisons commerciales ou politiques ».

De tout cela il ressort que pour Sanguinetti les contradictions les plus immédiates sont celles qui existent avec le tiers monde et avec la superpuissance américaine.

Les prises de position d'un Sanguinetti expriment les intérêts d'une fraction de la bourgeoisie monopoliste dont les contradictions qui l'opposent à la superpuissance US sont plus vives que celles qui l'opposent à la superpuissance russe. Tandis que cette dernière leur offre la possibilité de réaliser d'énormes profits immédiats en investissant en URSS, en y construisant des usines, etc. ils sont en concurrence avec les USA qui s'opposent à leur développement, ainsi d'ailleurs qu'avec les monopoles ouest-allemands.

Telle est la base des contradictions qui agitent en ce moment la bourgeoisie monopoliste française. D'un côté, une fraction représentée par la politique actuelle de Giscard d'Estaing axée sur le resserrement des liens avec les autres pays européens et la collaboration avec les USA, face à la menace que constituent pour ses intérêts les préparatifs de guerre de l'URSS. De l'autre, une fraction qui trouve son intérêt dans la collaboration avec l'URSS. Telle est la base qui rend possible son rapprochement avec le PCF. Inévitablement, ce sont là des choses qui sont appelées à avoir de nouveaux développements.



# LES METALLOS DE LA ROCHELLE ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE

Après l'arrêt de la grève illimitée, les métallos rochelais se trouvent confrontés à de nouveaux problèmes, notamment celui des perspectives. D'une part le patronat n'a pas réussi, malgré sa politique intransigeante, à faire pourrir la situation, et d'autre part les métallos n'ayant pas obtenu leur dû ne désarment pas. Les problèmes ici posés sont ceux de la coordination inter-trusts, et de la lutte entre révisionnisme/réformisme d'un côté, et le courant de lutte de classe de l'autre.

La production est freinée, des débrayages ont lieu, mais est-ce avec cela uniquement que le patronat sera amené à baisser les bras ? Le patronat parle d'indépendance des entreprises les unes par rapport aux autres, mais en fait il y a bel et bien eu concertation commune entre les patrons. Face à la plate-forme commune des métallos, le patronat a opposé lui aussi sa plate-forme commune de refus de satisfaire les revendications, la même répression (jugements en référés, intervention des flics...) etc. Si la solidarité et l'unité d'action au niveau des usines de la Rochelle ont permis de « tenir le coup », il apparaît qu'une semaine de plus en grève illimitée n'aurait pas suffi pour faire céder les représentants de grand trust comme la CGE. Donc apparaît la nécessité d'orienter la lutte différemment, de dépasser le cadre de la Rochelle et de voir les possibilités permettant de briser l'isolement.

## LA COORDINATION INTER-TRUSTS

Différentes sections CFDT, déjà au cours du conflit, avaient commencé à envisager la bagarre au niveau des trusts. « Pourquoi pas toutes les entreprises Alstom ensemble, toutes les CIT ensemble, toutes celles de la « Holding » de Fournier (SNACHRP) ? » Ce à quoi les dirigeants révisionnistes de la CGT avaient répondu par la négative, ce qui montre bien que pour eux les préoccupations des travailleurs sont bien le dernier de leurs soucis. Ils tiennent à maintenir leur monopole, ils ont trop peur que ça prenne des dimensions telles qu'ils ne puissent plus exercer leur contrôle. Par exemple au niveau d'Alstom (une des principales filiales de la CGE, ayant elle-même de nombreuses autres filiales), il y a un comité central d'entreprise, donc des liaisons, mais jamais les révisionnistes (qui y sont largement majoritaires) n'informent les travailleurs des nombreuses luttes qui se mènent dans le trust.

Les directions confédérales s'opposent objectivement au développement du

mouvement de masse, en voulant maintenir leur mainmise sur les informations et la coordination des luttes. C'est là un obstacle important à surmonter, car l'ensemble des travailleurs d'un même trust ont les mêmes patrons. Il est évident que les 120 000 travailleurs de la CGE, s'ils luttent ensemble au coude-à-coude, auront plus de chance de faire céder Ambroise Roux que les 1 800 d'Alstom et les 1 200 de la CIT-la Rochelle tout seuls. Et pourtant les métallos d'Alstom-Aytré ne sont pas seuls à se battre, il y a ceux de la CIT, des Câbles de Lyon qui ont fait appel eux aussi à toutes les boîtes de la CGE, ... dernièrement il y avait la CEPEM à Orléans (qui avait également fait appel), Télé à Strasbourg... Bref, il ne se passe pas un moment où des ouvriers de la CGE n'aient pas du fil à retordre avec leur patron, mais cela se fait toujours en ordre dispersé. Il



est déjà significatif qu'il n'y ait aucune coordination inter-CGE au niveau syndical (seulement inter-Alstom ou inter-CIT avec les limites que veut imposer la confédération CFDT et surtout l'obstacle des dirigeants CGT). La tâche à entreprendre est donc énorme, et pourtant il faut déjà que les informations circulent pour que les luttes soient popularisées et puissent converger (à quelques détails près les revendications se recoupent : refus des licenciements, salaires et conditions de travail, lutte contre la répression...). Une première étape peut être pour la CGE (comme le propose la CFDT), tout en continuant l'action au niveau local, de coordonner la lutte à l'intérieur des usines Alstom, des usines CIT... Idem pour les autres entreprises métallurgiques de la Rochelle.

En ce qui concerne les Chantiers navals, à l'inté-

rieur de la « Holding » SNACHRP (Société nouvelle des ateliers et chantiers du Havre et Rochelle-Pallice), les ACH (Graville et Harfleur), la STIMA (qui était en grève à la Rochelle) et les ACC (concarneau) connus également sous le nom de Navellec.

## DE GRANDES TRADITIONS DE LUTTE

Si la CGT était d'accord pour coordonner au niveau de la Rochelle, c'est parce que, à ce niveau-là, elle est hégémonique et comptait ainsi imposer son diktat. Mais la coupe était tellement pleine que même à ce niveau elle s'est trouvée dépassée par les événements, y compris par des éléments de sa propre base. Car il ne faudrait pas oublier les grandes traditions de lutte des métallos rochelais. Lors du grand conflit de 1955 (donc avant que le PCF ne dégénère définitivement en parti bourgeois et par là-même la CGT en syndicat réactionnaire), toute la métallurgie est touchée : une véritable explosion ! Les heurts avec la police sont nombreux. Au 47<sup>e</sup> jour de grève les patrons ont fini par céder 27 % d'augmentation.

Certes, depuis, les traditions de lutte dure n'ont pas disparu surtout aux Chantiers navals. Depuis 68, il ne se passe pas une année sans mouvement dans une entreprise (2 lock-outs aux Chantiers navals, en 74 et 75). C'est d'ailleurs dans la CGT que l'on trouve les gars qui sont à la pointe du combat revendicatif, mais sans d'autres perspectives politiques qu'un programme de gouvernement bourgeois. Les institutions bourgeoises et révisionnistes, de fait, sont remises en cause par la juste violence de masse des métallos. Mais ces méthodes de lutte de classe sont désavouées par les « autorités » (les bonzes).

## LA LUTTE ENTRE DEUX LIGNES DANS LA CFDT

Si dans la CFDT métaux à la Rochelle existe un cou-

rant de lutte de classe (pratiquement à égalité avec le courant réformiste) il se trouve confronté à de nombreux obstacles, dont le moindre n'est pas celui du révisionnisme, ainsi que celui du réformisme dans ses propres rangs qui a peur du développement d'une certaine dynamique venant des ouvriers eux-mêmes qui veulent se battre classe contre classe. Il est clair que ce qui freine, ce qui bloque, c'est surtout la CGT en face dont les responsables locaux suivent la confédération aux mains des révisionnistes Séguy-Krasucki, donc la ligne contre-révolutionnaire du PCF. Si la CFDT fait quelque chose seule, les responsables CGT font tout pour contre-carrer. La base de classe de la CFDT locale, sa composition sociale (essentiellement des employés, techniciens, agents de maîtrise) étaient un obstacle non négligeable pour être à la pointe. Mais comme dans ce dernier conflit, elle a été plus offensive, un renforcement sensible en milieu prolétarien se fait jour (notamment à l'Alstom, c'est moins évident dans les autres usines). Encore faudrait-il qu'elle se débarrasse de certaines illusions sur ce que pourrait soi-disant apporter la fausse

gauche, ou sur l'autogestion, pour s'orienter dans la voie révolutionnaire. A de nombreuses reprises elle a pris des positions positives : Aux Chantiers navals (SNACHRP) elle dit fort justement : « Ce que nous n'avons pas aujourd'hui, nous lutterons pour l'avoir demain. » Par ailleurs, elle dénonce certains aspects de la politique de division et de démobilisation PCF-CGT, sans toutefois être vraiment conséquente jusqu'au bout puisqu'en définitive elle s'en remet à la CGT pour l'action commune, sans privilégier de fait l'unité à la base et dans l'action des ouvriers (syndiqués et non-syndiqués) se plaçant sur des positions de lutte de classe. Une chose est certaine, l'organisation politique du prolétariat est indispensable pour guider les masses dans l'affrontement de classe.

## la France des luttes

### Bègles (Gironde)

## Comment la FPA renseigne les patrons (1)

Des syndicalistes CFDT nous ont fait parvenir ce document, enregistrement téléphonique entre un jeune travailleur se faisant passer pour un chef de personnel et un responsable de la Formation professionnelle pour adultes de Bègles. Le contenu des propos révèle la collusion qui existe entre la FPA et les services patronaux d'embauche, au niveau de la discrimination politique et syndicale des stagiaires.

C du P\* : Ici, M. Froment, chef de personnel à la EGE.  
M. T\* : Oui.  
C du P : J'ai reçu une demande d'emploi de M. X.  
M. T : Oui, c'est un tourneur ?  
C du P : Voilà, c'est ça. En temps que...  
M. T : Qui va sortir bientôt.  
C du P : Voilà, je pense demain d'après sa lettre.  
M. T : Bon, c'est-à-dire que non, c'est mercredi qu'il sort.  
C du P : Ah bon, c'est mercredi.  
M. T : Oui, c'est-à-dire que l'examen a lieu vendredi et il sortira heu... mercredi, oui c'est ça.  
C du P : Ah bon, d'accord, en tant que tourneur P-2.  
M. T : Oui, c'est ça.  
C du P : Bon actuellement, sur notre département réparation, nous aurions besoin en effet de quelques tourneurs P-2.  
M. T : Oui.  
C du P : Mais... heu... bon, je téléphone pour savoir un peu ses qualités professionnelles si vous voulez.  
M. T : Chez nous, vous savez ce sont des apprentis, c'est-à-dire des gens qui régulièrement apprennent la profession.  
C du P : Oui, oui.  
M. T : Le niveau atteint est P-1.  
C du P : P-1 ?  
M. T : Souvent suivant le passé professionnel, il y en a certains qui ont une valeur meilleure que les autres.  
C du P : Hum... d'accord (...)  
M. T : Bon, je vais vous dire tout de suite, c'est pas gentil ce que je vais vous dire.  
C du P : Ah bon ?  
M. T : Je devrais peut-être pas vous le dire, mais je ne voudrais pas vous envoyer des ennuis, au point de vue de sa tenue syndicale c'est un gauchiste.  
C du P : Ah bon ?  
M. T : Il nous fout la pagaille dans le centre depuis qu'il y est entré.  
C du P : Ah bon ?  
M. T : Voyez.  
C du P : Oui, d'accord, oui, je vois assez.  
M. T : Je préfère ne pas vous envoyer de ma part un gars comme ça.  
C du P : Un gars comme ça.  
M. T : Nous n'en avons pas beaucoup, mais ça suffit pour perturber le centre à longueur de journée.  
C du P : Ah bon, ben oui en effet.  
M. T : Vous allez avoir des ennuis, je ne sais pas s'il est capable d'ailleurs un jour de

se tenir tranquille.  
C du P : Ah bon, il fout assez la pagaille.  
M. T : Ah c'est le... gauchiste, vous savez, terminé le travail c'est zéro nous autres on est rien et ainsi de suite.  
C du P : Oui, c'est un peu le casseur, quoi.  
M. T : Oui, oh puis le type qui vous foutrait le bazar (...)  
M. T : Vous allez avoir des ennuis, mettez une croix rouge dedans.  
C du P : Syndicalement, qu'est-ce qu'il est au juste ce gars ?  
M. T : C'est la CFDT mais gauchiste.  
C du P : Ah CFDT gauchiste oui.  
M. T : C'est un gars qui veut... tout transformer mais qui...  
C du P : Oui, en fait fout pas grand chose.  
M. T : Ah oui, mais je vous assure qu'il nous casse les pieds à nous depuis 7 mois que nous l'avons.  
C du P : Vraiment ?  
M. T : C'est pas marrant, vous n'allez pas vous foutre ça dans la boîte, vous allez être ennuyé.  
C du P : Ah bon, je vous le femandais parce que justement, comme on a besoin de gars sur des équipes, il nous fallait justement des gars assez ouverts.  
M. T : Oh non ! Vous allez avoir des ennuis, ça m'étonnerait que ce gars change du centre de Bègles à un employeur, pour lui l'employeur c'est quelque chose à démolir.  
C du P : C'est quelque chose à démolir, ah bon très bien.  
M. T : Je le connais bien malheureusement, parce que j'ai affaire à lui souvent je suis obligé de régler les problèmes au centre, c'est le gars vous savez, pour lui je suis un cadre trop payé, l'autre c'est ceci, et ainsi de suite, vous voyez ?  
C du P : Hum hum ! d'accord...  
M. T : Le semeur de pagaille, ce n'est pas à recommander.  
C du P : Oui.  
M. T : Vous l'auriez pris tout seul, sans me le demander tant pis vous auriez peut-être vu, mais vous l'auriez vu malheureusement très vite d'ailleurs vous avez bien fait d'appeler.  
(Suite demain).

\* C du P : chef de personnel  
\*\* M. T : Monsieur Tujague (ad-joint technique du directeur du centre FPA).



## La lutte contre la répression (3)

# UNE QUESTION POLITIQUE

(Suite de la page 1)

Et c'est bien «la lutte de classe unique des masses ouvrières socialistes» que l'on doit prendre comme axe, car c'est cet «axe qui entraîne tout le reste».

De même, en faisant un peu de «rangement» dans les bureaux, les ouvriers des Câbles de Lyon ont découvert que la bourgeoisie a déjà fait ses plans (outre les lois à son service) pour la répression politique de masse dans les entreprises. Sous couvert d'être affectées à la Défense nationale, les usines sont soumises au quadrillage policier (cf HR 507 - 508), etc. Dans la répression il y a ce qui est visible publiquement pour tout le monde et ce qui est caché, car il est bien évident que le quadrillage n'est pas fait pour rien. La répression a donc de multiples facettes, toutes convergeant vers un but : maintenir à tout prix la dictature du grand capital.

Pour ce qui est de la répression ouverte, nous en avons de multiples exemples quotidiennement. Toutes les couches populaires sont touchées : en un an et demi, environ 300 petits paysans ont été inculpés au titre de la loi anticasseurs, des dizaines d'ouvriers passent en «jugement» au tribunal des référés, les flics interviennent systématiquement contre les grévistes occupant leur entreprise, l'armée brise les grèves des éboueurs... Ces agressions ouvertes entraînent bien souvent une large riposte.

Lénine explique d'ailleurs que : «bien souvent c'est la police elle-même par ses interventions qui donne un caractère politique, les ouvriers voient eux-mêmes pour qui est le gouvernement et qui défend réellement ses intérêts profonds». Il apparaît aussi clairement que, si

des ouvriers ou des petits paysans sont vite fait d'être condamnés, il n'en est pas de même pour ceux que la bourgeoisie protège (par exemple, l'assassin de Mohamed Diab, ou le conducteur de la voiture qui avait foncé sur les grévistes des Câbles de Lyon en blessant grièvement plusieurs d'entre eux et qui n'a toujours pas été jugé). Il doit être clair que la police, la justice, l'armée, sont au service de la classe qui détient l'appareil d'État et les moyens de production.

Les patrons ont leurs fichiers, leur «liste noire» (et pas seulement à Citroën ou Simca), dont ils se servent pour refuser l'embauche de tel ou tel travailleur qu'ils estiment dangereux pour «la bonne marche de l'entreprise». Mais ce n'est pas tout, les dirigeants révisionnistes ont eux aussi leur fichier et font la chasse aux militants marxistes-léninistes (ou présumés tels). Et il est arrivé plus d'une fois qu'ils entrent en collusion directe avec la direction pour faire licencier des ouvriers à l'avant-garde de la lutte classe contre classe, qui ne se plient pas à leur diktat et dénoncent leur politique antiouvrière.

Les patrons se servent également de «psychologues» ou autres «assistantes sociales» pour faire des enquêtes en direction de certains ouvriers.

Comme on le voit, la classe des capitalistes est organisée (y compris les révisionnistes), la classe ouvrière doit l'être aussi pour déjouer tous ces pièges, surmonter tous les obstacles, pour marcher vers la voie de son émancipation totale.

Dans le prochain article, nous verrons qu'un enjeu immédiat pour y parvenir est celui de l'unité prolétarienne.



Près de 4 morts par jour sur les chantiers du bâtiment et des travaux publics (photo H. Gloaguen-Viva).

Dans une lettre adressée au début du mois aux maires des départements qu'il administre, le préfet de la région Nord-Pas-de-Calais révèle qu'entre 1971 et 1974 dans ces départements, 10 % des travailleurs ont été victimes d'accidents du travail nécessitant un arrêt de 24 heures au moins. Sur ce total 0,9 % seulement, gravement atteints, ont pu toucher une rente. Un certain nombre de ces travailleurs sont morts et le préfet ajoute que les secteurs où se produit le plus grand nombre d'accidents du travail sont ceux de la métallurgie, du bâtiment et des travaux publics, du textile et du commerce : «Dans toutes ces branches, précise M. Chadeau, les taux régionaux sont supérieurs aux taux nationaux.»

Concernant les mines, le préfet indique que «les maladies professionnelles sont en fait plus redoutables que les accidents. En 1973, alors que 40 accidents mortels ont eu lieu dans l'ensemble des houillères françaises, 206 décès sont imputables à la pneumoconiose — qui s'est substituée à la silicose — ont été enregistrés chez des personnes âgées de moins de 55 ans». Et Chadeau de s'étonner du nombre important de travailleurs frappés par ces accidents et ces maladies professionnelles, dans la mesure où «les progrès réalisés dans les techniques d'exploitation laissaient espérer mieux».

La vérité est que la cause aussi bien de ces accidents que de ces maladies n'est pas dans un retard ou dans une faible avancée de la technique. Elle est dans le système capitaliste lui-même. C'est parce que, ainsi que l'écrivaient Marx et Engels dans «Le Manifeste du parti communiste», sous la dictature de la bourgeoisie, «ces ouvriers, contraints de se vendre au jour le jour, sont une marchandise, un article de commerce comme un autre», que des «accidents» du travail viennent aussi souvent les frapper.

La classe bourgeoise n'a qu'un seul souci en tête : faire des profits, encore des profits, toujours des profits et en extor-

quer le maximum possible du travail des ouvriers.

### LA CAUSE N'EST PAS TECHNIQUE MAIS POLITIQUE

Aussi ne se contente-t-elle pas de verser comme salaire à l'ouvrier juste «ce qu'il lui faut pour s'entretenir et perpétuer sa descendance». Elle limite encore au minimum les frais nécessaires pour assurer leur sécurité dans le travail. Aux yeux des patrons le moindre centime dépensé pour remplacer le matériel vétuste et dangereux, pour mettre en place un système d'aération, ou de sécurité quel qu'il soit, est superflu. Pire, ils refusent aux ouvriers que la maladie commence à gagner le droit de se faire soigner. Ils les font trimer jusqu'au bout, tant qu'ils peuvent rapporter des profits. Après quoi, quand le citron est pressé, les patrons jettent l'écorce sans pitié.

Et ce n'est pas le progrès technique qui peut changer quelque chose à cela, comme le laisse entendre le préfet du Nord-Pas-de-Calais. Au contraire, l'insécurité et les accidents du travail augmentent en même temps qu'augmente l'exploitation des ouvriers et notamment en même temps que s'accroissent les cadences de travail. Or, «la somme de labeur s'accroît avec le développement du machinisme et de la division du travail, soit par l'augmentation des heures ouvrables, soit par l'augmentation du travail exigé dans un temps donné, l'accélération du mouvement des machines, etc.»

D'innombrables exemples viennent tous les jours confirmer que les accidents du travail n'ont en fait rien... d'accidentel, mais qu'ils ne sont que le produit direct de l'exploitation capitaliste de la classe ouvrière. Ainsi, l'on apprend par exemple que 7 égoutiers ont été intoxiqués, les 14 et 15 juin, par des émanations de gaz dans le réseau souterrain de la ville de Lyon. Cet accident, est-il dit, serait la con-

## la France des luttes

En 30 ans, 10 % des ouvriers du Nord et du Pas-de-Calais ont été victimes d'accidents du travail

# ACCIDENTS DU TRAVAIL OU CRIMES DU CAPITAL ?

séquence de l'interdiction faite aux égoutiers d'utiliser les bouches d'eau. Les produits toxiques déversés par certaines industries auraient ainsi pu stagner, puis fermenter, et ils auraient alors provoqué l'intoxication. Pour justifier cette interdiction faite aux travailleurs de faire couler de l'eau, l'on invoque la sécheresse. Fort bien. Mais il était connu que ces fluides volatils et nocifs sont d'ordinaire retenus par l'eau qui joue un rôle de nappe protectrice. L'on savait donc qu'en faisant descendre les égoutiers en l'absence de cette protection on les exposait à une intoxication. C'est donc bien la bourgeoisie, et non la fatalité ou la sécheresse, qui est responsable de cet «accident» qui a coûté à l'un des travailleurs de rester pendant 24 heures dans les services de réanimation de l'hôpital Edouard Herriot, preuve que l'intoxication n'était pas bénigne.

Autre exemple, l'accident survenu vendredi soir vers 21 heures dans une mine de potasse d'Alsace, à Berrwiller dans le Haut-Rhin. Quatre mineurs et un ingénieur qui descendaient dans une fosse à bord d'une nacelle ont basculé dans un puisard et y ont péri.

Tant qu'existera l'exploitation de l'homme par l'homme, il en sera ainsi. Les «accidents» du travail frapperont toujours aussi nombreux la classe ouvrière. Mais ainsi que le disaient encore Marx et Engels, «La bourgeoisie n'a pas seulement forgé les armes qui la mettront à mort ; elle a produit aussi les hommes qui manieront ces armes, les ouvriers modernes, les PRO-LÉTAIRES... Avant tout, la bourgeoisie produit ses propres fossoyeurs. Sa chute et la victoire du prolétariat sont également inévitables». Seul le socialisme garanti par la dictature du prolétariat permettra aux ouvriers d'assurer pleinement leur sécurité dans le travail.

\* Manifeste du parti communiste — Marx et Engels — Editions de Pékin — 1,40 F. En vente aux Herbes sauvages, 70, rue de Belleville 75020 Paris.

## SANTÉ

### Rennes

## Les élèves infirmières en grève

Les élèves-infirmières de Rennes ont voté majoritairement le mardi 15 juin la grève des cours et des stages pour obtenir satisfaction des revendications suivantes : SMIC pour toutes les promotions pendant les stages à temps plein de cet été (1re et 2e années), elles demandent à ne pas être responsables d'unité d'hospitalisation.

La pénurie de personnel surtout pendant les vacances

est telle que l'hôpital et l'école, en accord, font en sorte que les élèves travaillent dans les services pendant l'été à temps plein.

Comment s'organisent-elles ?

Mercredi matin, elles sont passées dans tous les services informer de leur lutte et de leurs revendications. Elles ont reçu un accueil favorable du personnel hospitalier confronté aussi au problème d'embauche pen-

dant les vacances. Elles travaillent en commissions pour l'organisation du mouvement (liaison inter-écoles, popularisation, promotions sociales et professionnelles), un comité de grève a été élu.

Jeudi 17 juin, elles ont eu une entrevue avec le directeur du personnel qui n'a rien donné, la direction se cachant derrière un texte ministériel (la circulaire Veil précisant que seules les élèves de 3e année en rempla-

cement infirmier peuvent toucher au maximum une indemnisation de 700 F, ceci au bon vouloir de l'hôpital). La direction essaie de nier la pénurie de personnel mais d'autre part est affolée à l'idée que le mouvement se prolonge en juillet car les élèves sont prévues dans les roulements de cet été.

Elles continuent donc une grève active pour renforcer le mouvement et sa popularisation.

Correspondante HR.

### COMMUNIQUÉ

#### DES ELEVES-INFIRMIERES DU MANS

Suite à la coordination des élèves-infirmières les 22-23 mai à Nantes, nous avons décidé de convoquer une autre coordination les 26-27 juin au Mans.

Son adresse : 18 bis avenue J. Jaurès, Le Mans.

Elle débutera le samedi 26 à 14 heures. Pour que cette coordination soit représentative il faut que chaque école se réunisse en AG, élit des délégués pour participer à la coordination et vote également les revendications à poser. Voici le programme :

1) situation et bilan de chaque école ; 2) comment nous organiser dans l'avenir ; 3) comment nous mobiliser sur les mêmes revendications avec l'appui réel de la base ; 4) quelles actions doit-on mener et organiser pour voir aboutir nos revendications.

Nous vous demandons une très rapide réponse. Pour cela écrire à : «Déléguées des élèves-infirmières» — école d'infirmières — centre hospitalier — 72100 Le Mans.

Une élève-infirmière du Mans.



## Ministère de l'Education

Les révisionnistes préparent les élections de 1978

## LE SOCIAL-FASCISME MONTRE LE BOUT DU NEZ !

Nous publions aujourd'hui la 2e et dernière partie de la correspondance que nous avons reçue, commentant un article publié dans le bulletin de juin 1976 d'une cellule du parti révisionniste de l'administration centrale du ministère de l'Education.

Cet article traite de la politique que mène le parti de Marchais en direction des cadres, y compris des cadres supérieurs ; les paroles des révisionnistes eux-mêmes sont sans ambiguïté : c'est parce qu'ils veulent les utiliser à leur service, dans le cadre d'un appareil d'Etat placé sous leur direction, qu'ils se montrent si aimables et complaisants envers les cadres de la bourgeoisie.

Tout ce que reprochent les révisionnistes aux institutions c'est qu'elles ne sont pas « démocratiques ». Détruire l'appareil d'Etat par lequel la bourgeoisie exerce sa dictature sur le peuple ? Il n'en est pas question ! Il suffit qu'on le... « démocratise », et pour cela il faut voter pour le PCF. Mais pour quelle politique ? A ce sujet les révisionnistes ne sont pas avares de promesses. Leur démagogie n'a pas de limite alors que dans la pratique ils s'opposent de fait aux justes revendications des travailleurs. C'est une tactique bien connue des fascistes qui fut appliquée dans le passé en Allemagne et en Italie et plus récemment au Portugal par les sociaux-fascistes du PCP : développer au maximum une propagande en apparence anticapitaliste pour parvenir au pouvoir puis réprimer massivement les travailleurs.

C'est dans cette optique que le PCF déclare : la masse des personnels y compris la grande majorité des cadres aura tout à gagner. Cela signifie concrètement que la structure hiérarchique, reflet des rapports de production capitaliste dans l'administration, sera strictement conservée. Cela rassurera les cadres supérieurs dont font d'ailleurs partie les dirigeants révisionnistes, ce qui éclaire beaucoup leurs déclarations.

D'ailleurs que reprochent au fond les révisionnistes au pouvoir ? Mis à part le traditionnel baratin sur la « politique malfaisante des grands monopoles », n'est-ce pas surtout « d'essayer par la bande d'empêcher les communistes d'accéder aux em-

ploiés publics, en particulier dans l'appareil répressif et les postes clés des autres secteurs par toutes sortes de moyens : enquête préalable des Renseignements généraux, brimades dans la carrière, relégation sur les voies de garage » comme les révisionnistes l'avouent eux-mêmes dans leur presse.

Dès lors on comprend mieux ce que représentent les révisionnistes : une bande de bourgeois assoiffés de pouvoir, de « hautes situations », de « postes clés » même dans l'appareil répressif.

Pour arriver à leurs fins, ils sont prêts à tout mais en dessous de leur démagogie perce ce que sera leur attitude face aux travailleurs. A la question « Et demain quand la gauche sera au pouvoir comment cela se passera-t-il ? » ils répondent eux-mêmes : « Nous attendrons de la masse des fonctionnaires le même sérieux, le même respect de la politique du pouvoir démocratique, dont nous faisons preuve aujourd'hui. » Menaces dont le moins que l'on puisse dire c'est qu'elles ne souffrent pas d'ambiguïtés. Au boulot et fermez-la !

C'est une éclatante confirmation de ce que les travailleurs ont pu concrètement constater lors de divers événements survenus dans le ministère : à chaque fois (voir par exemple HR du 25 novembre 1975) les dirigeants révisionnistes par CGT interposée se sont rangés dans le camp du pouvoir actuel auquel ils sont unis par la peur de la lutte des masses et opposés féroce-ment par leur lutte pour l'hégémonie politique.

Plus généralement la déclaration des révisionnistes et leur mise en pratique nous démontrent qu'ils constituent bien une fraction de la bourgeoisie avec ses intérêts propres et une politique (le Programme commun et l'Union de la gauche) qui vise à faire dévier la juste révolte de la classe ouvrière et des autres travailleurs contre le système capitaliste.

Correspondant HR.

## SOUTIEN A ROMAIN LE GAL

Texte de la section SGEN du CES de Montoir, avec des syndiqués du SNES-SNI et des non syndiqués

Devant la montée des luttes populaires, la bourgeoisie au pouvoir renforce son oppression par une répression systématique avec utilisation des CRS, gendarmes mobiles, milices privées, avec agression des piquets de grève, licenciement des travailleurs, inculpations et emprisonnements : tous les moyens lui sont bons pour tenter de paralyser la résistance à l'oppression capitaliste. Quatre militants marxistes-léninistes de l'HR de Lorient sont inculpés par la cour de sûreté de l'Etat de reconstitution du PCMLF interdit en 1968. L'un d'eux Romain Le Gal, ouvrier municipal est en prison depuis plus d'un mois. D'autres

militants sont également détenus, le docteur corse Siméoni, le petit viticulteur Albert Teisseyre, les actions politiques motivant les inculpations sont travesties par le pouvoir en délit de droit commun pour masquer les causes véritables de la révolte populaire.

Dans le cadre de la lutte d'ensemble contre l'oppression capitaliste et contre la répression qui frappe particulièrement les militants, nous réclamons :

- la liberté pour R. Le Gal
  - la levée des inculpations
  - la libération de tous les prisonniers politiques
  - la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat
- 44, Montoir-de-Bretagne.  
le 6 juin 1976.

## CREATION D'UN COMITE DE SOUTIEN AU PEUPLE DE TIMOR-ORIENTAL

Lors du meeting qui a eu lieu jeudi soir dernier à Paris en présence de M. Ramos Horta, membre du comité central du FRETILIN, le comité constitué pour accueillir la délégation a annoncé son intention de créer un comité de soutien large et a diffusé la plate-forme que nous publions ci-dessous.

Nous invitons nos amis à soutenir cette initiative.

Le comité français de soutien au peuple de Timor-oriental :

- condamne l'invasion armée de la République démocratique de Timor-oriental par l'Indonésie en décembre 1975 ;



- reconnaît et soutient l'Etat indépendant de la République démocratique de Timor-oriental, fondée le 28 novembre 1975 ;

- exprime son soutien total au FRETILIN comme seul et unique représentant politique du peuple de Timor-oriental ;

- soutient la résolution de l'assemblée générale des Nations-unies condamnant l'invasion indonésienne et appelant au retrait immédiat des troupes indonésiennes.

Sur la base de cette plate-forme, le comité français de soutien au peuple de Timor-oriental appelle tous les démocrates et anti-impérialistes à le rejoindre à titre individuel pour faire connaître autour d'eux le combat du peuple de Timor-oriental et l'aider à recouvrer son intégralité territoriale.

Pour un premier soutien, les dons (chèques postaux et bancaires ...) peuvent être envoyés à Marie Thérèse Chaffaut, 4 rue Manuel, 75009 Paris (CCP Paris 16854-53V).

Pour prendre contact et recevoir les informations ultérieures :

Comité français de soutien à Timor-oriental c/o librairie l'Harmattan, 18 rue des Quatre Vents 75006 Paris.

## Aix-en-Provence

## Meeting contre la répression

Contre les expulsions de résidents des foyers Sonacotra ; contre les interventions des flics dans les usines occupées ; contre la justice au service du pouvoir ; pour l'arrêt des poursuites contre le MLAC (Mouvement pour la liberté de l'avortement et de la contraception) ; la libération immédiate de Romain Le Gal, d'Edmond Siméoni et de tous les emprisonnés politiques ; pour la dissolution de la cour de sûreté de l'Etat, et en soutien aux luttes ouvrières et populaires,

UN MEETING est organisé MERCREDI 23 JUIN

à 20 h 30, au cinéma « Arsenal », 45, rue Manuel à Aix-en-Provence — avec témoignages, poèmes, diapositives et débat ; avec la participation du Comité de coordination des foyers Sonacotra, du MLAC et du Mouvement d'action judiciaire MAJ, à l'appel de l'Humanité rouge et de la JCMLF.

## TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITE ROUGE. No 3022672 La Source.

## UNE NOUVELLE AFFICHE

Brisons le mur du silence organisé autour de l'emprisonnement de Romain Le Gal. L'affiche ci-dessous est disponible à l'administration du journal. Que partout les murs se couvrent d'affiches et bombages exigeant la liberté pour notre camarade.

**POUR LA LIBERATION DE LE GAL**  
Ouvrier marxiste-léniniste  
**ET DE TOUS LES EMPRISONNES POLITIQUES**  
LEVEE IMMEDIATE DES INCULPATIONS



## MANIFESTATIONS

**SAMEDI 26 JUIN**  
9h30 à Mairie d'Ivry (Métro)  
16h30 à Nanterre-Ville (R.E.R.-côté Bd de la Seine)

**DIMANCHE 27 JUIN**  
10h au métro Basilique à Saint-Denis

A l'appel de l'Humanité Rouge et de la JCMLF

## SOUSCRIPTION

Une bataille politique de grande importance



POUR CORRESPONDRE PAR TELEPHONE : 607 23 75

Quelques indications pour une bonne utilisation du répondeur automatique :

- 1) L'enregistrement dure au maximum 6 minutes pour chaque communication ;
- 2) Il ne faut pas s'arrêter de parler plus de 10 secondes ;
- 3) Il faut parler à voix suffisamment élevée et bien en face du microphone.



culturel

Cinéma

# CADAVRES EXQUIS

de Francesco Rosi

Sur la toile de fond d'une Italie submergée depuis quelques années par une vague de luttes de masses, mais aussi de subversion néo-fasciste autant que prévisionniste intense, Rosi a mis en scène le mécanisme bien huilé des provocations réactionnaires en chaîne que constituent les meurtres successifs de plusieurs magistrats : ces liquidations, au début œuvre probable de victimes d'«erreurs judiciaires» anciennes, sont à un certain moment poursuivies par un monstrueux appareil policier parallèle agissant depuis le plus haut niveau du pouvoir d'État bourgeois : il s'agit, au moins dans un premier temps, de faire «porter le chapeau» aux «terroristes de gauche».

S'attelant à la tâche de démonter cette machination un flic «conscientieux et honnête» (Ventura), à la façon du juge d'instruction de «Z», ne réussit qu'à entrer lui-même dans le colimateur du complot dont les meneurs ne sont autres que ses supérieurs, et à y partager une balle dans la tête avec le secrétaire général du parti révisionniste, qu'il a contacté.

Le F. Rosi du cinéma-vérité implacable qu'était

«Main basse sur la ville» a malheureusement rompu avec son réalisme de jadis :

L'absence de localisations précises (aucun nom, aucune référence à l'Italie réelle), le recours fréquent

à donner une «dimension métaphysique» à son film. Et en effet, un plan comme celui du final (le meurtre du flic et du leader du PCI dans un musée de sculptures antiques — notre photo) indique

(?) qui, en costard-cravate, s'y sent aussi fort à son aise. Et surtout, à la fin, le successeur du dirigeant révisionniste assassiné proclame, pour justifier son refus de mobiliser les masses contre le danger fasciste et cautionner la version mensongère du crime donnée par le gouvernement : «Non, la vérité n'est pas toujours révolutionnaire» : et ce trait d'exhiber sa hantise de la «guerre civile».

Et pourtant, Rosi fait succomber le secrétaire général du PC sous les balles des fascistes.

Ce qu'il a donc voulu dire, on le comprend dans ses interviews à «Ecran 76» et à «Image et son» : pour lui, la «gôche» du «compromis historique» n'a de blâmable que son légalisme, son impuissance devant la provocation, face à laquelle, par crainte défaitiste d'y tomber, elle se retrouve «piégée». Et, bien sûr, rien n'est dit sur le danger social-fasciste et pro-social-impérialiste que représente la clique de Berlinguer, face à l'autre péril incarné par les fascistes pro-américains.

En bref, cela ressemble diablement aux «leçons» trotskystes du Chili : «Les réformistes sont trop timorés et trop électoralistes, ils s'appuient trop sur les alliances avec des secteurs bourgeois, mais ce sont quand même des gens de "changement"!»

Et l'impression que laisse en fin de compte le film, c'est un sentiment négatif d'angoisse impuissante face aux plans de la réaction, que combat si illusoirement une «opposition» qui ne vaut pas mieux. Rosi ne songe pas un instant qu'il y a pourtant un immense espoir : celui de la force unie de millions de travailleurs italiens.

Un lecteur.



Des hommes qui ne sont pas tombés pour le peuple

au symbole, l'esthétisme intellectuel des images, l'aspect très «politique-fiction» du scénario, l'atmosphère d'angoisse volontairement cultivée, tout ceci rend le film assez complexe et même confus. Dans une interview à «Ecran 76», Rosi déclare d'ailleurs avoir vou-

cette déplaisante préoccupation de l'étrange, du baroque et de la parabole idéaliste.

Le message politique de «Cadavres» n'en est que plus décevant et ambigu : sans doute les mécanismes criminels d'un pouvoir d'État bourgeois «démocratique» d'apparence, mais en voie de fascisation accélérée, sont-ils dévoilés sans équivoque : la corruption de la démocratie chrétienne avec, en filigrane, la mafia et les fascistes, l'implication de l'armée de métier, le froid sadisme et le truquage de la justice capitaliste, etc. Mais Rosi insiste beaucoup trop sur la «désagrégation» de cette vieille classe politique réactionnaire qui, en réalité, a encore dans son arsenal l'arme du fascisme et celle de la «relève» révisionniste.

Et, justement, que doit-on penser du parti de Berlinguer selon le film ? D'un côté Rosi suggère par petites touches la duplicité des dirigeants du PCI, faisant par exemple dire au ministre démocrate chrétien de la sûreté (en substance) : «Vous verrez, quand ils vont nous relayer au pouvoir, eux au moins, auront la poigne pour mettre fin à ces assassinats de juges...», ou encore, dans la bouche d'un journaliste révisionniste : «Nous sommes soucieux de ne pas aggraver le désordre régnant» ; et plus loin, il nous montre une somptueuse réception où, entre deux joutes oratoires pas très «méchantes», ministres réactionnaires et personnalités du PCI font très bon ménage autour d'un buffet royal, d'ailleurs en compagnie d'un chef de secte «gauchiste»

Television

# Des microbes sous la loupe de l'Histoire

La TV a une fréquente tendance, dans le choix de ses films de «distraction» (entendez : qui évitent de trop réfléchir, emmènent dans des mondes de diversion en utilisant toutefois le langage du peuple) à passer des films «aimables et libertins» ayant pour cadre la «douce France» du 18<sup>e</sup> siècle.

Mercredi, c'était le «Chevalier de Maupin» ; il y a quelques semaines «Mon oncle Benjamin» et, régulièrement, des films dits de cape et d'épée apparemment fort anodins.

Forcément, la bourgeoisie a encore des nostalgies émues à la pensée de l'heureuse époque où elle se préparait à l'assaut du pouvoir d'État, et où, avec ses philosophes, elle avait encore tout l'avenir devant elle...

Alors, elle peut bien sûr faire du «progressisme» à bon compte, en la matière, et donner aux prolétaires qu'elle opprime aujourd'hui des leçons à rebours d'anti-monarchisme et d'anti-aristocratie.

Mais ce n'est même pas toujours le cas : la plupart

quée par la bourgeoisie, c'est une vérité que celle-ci ne divulguera jamais.

Lorsque le peuple apparaît dans ce genre de films, c'est sous les traits de taverniers abrutis, de mégères des Halles, d'aigrefins ou bandits de grand chemin, de domestiques et surtout de prostituées (alors qu'on met, malgré ce mépris de la femme en général, plus de formes pour nous présenter les partouzes des putains à partice). Rappelez-vous la série des «Angélique», de ce point de vue. Et cette scène de «Mon oncle Benjamin», où sont ridiculisés les paysans qui prennent les fourches contre le seigneur.

Bons vivants fortunés, aristocrates «éclairés», traine-sabres au grand cœur,



Le chevalier de Maupin : ces gens ne l'ont pas l'histoire.

## Programmes TV

MARDI 22 JUIN

TF-1

19 h 20, 20 h et 23 h : La bourgeoisie vous informe

20 h 30 La sentinelle du matin. Reportage sur la vie des pilotes des avions de combat de l'armée française. L'auteur conçoit ses émissions comme des «histoires d'amour» (?). On y voit surtout des soldats de métier d'une armée pilier d'État de la bourgeoisie mais qui sont présentés comme des «hommes et des machines qui sont poussés à l'extrémité de leurs possibilités.»

21 h 40 Bambois ou la vie autre. Cette vie «autre» c'est celle que choisissent un certain nombre de gens (pour la plupart de la petite-bourgeoisie) qui ne trouvent aucun espoir à continuer la vie imposée par le capitalisme. Phénomène né aux États-Unis (ce n'est pas étonnant : c'est le pays où le capitalisme en est à son état le plus «avancé»), malgré son objectif, il est la marque d'un refus de mener la lutte contre le capitalisme.

A-2

19 h 20, 20 h et 23 h 30 : La bourgeoisie vous informe

20 h 35 Les dossiers de Pécran. L'Indien. Film US de 1970. Minorité nationale durement réprimée aux USA, les Indiens n'ont qu'une seule solution offerte par le capitalisme US : devenir esclave de son système comme les millions de prolétaires. Mais en plus elle doit subir la haine raciale. Le film n'apporte aucune solution à ce problème.

FR-3

19 h 20, 22 h 05 : La bourgeoisie vous informe

20 h 30 Le Gentilhomme de la Louisiane. Film US de 1953. 17 ans séparent ce film de «L'Indien» qui malgré tout reflète une certaine prise de conscience. Alors que celui-ci se plonge fiévreusement dans la glorification des méfaits de la «civilisation» capitaliste naissante.

**AFFICHEZ L'H.R.**



du temps les cinéastes de cette catégorie de films se bornent à rêver (et faire rêver) béatement sur «l'âge d'or» d'un 18<sup>e</sup> siècle où le vin coulait à flot pour tous, où le moindre «manant» passait son temps en galanteries coquines, où, en un mot, l'on «savait vivre».

Et, quand c'est le cas, on nous montre les hauts faits individuels d'un Mandrin, d'un capitaine Fracasse, d'un Lagardère, d'un Benjamin, mais en aucun cas les émeutes paysannes, les révoltes des manouvriers, les premières grèves dans les manufactures naissantes. Que la Révolution de 89 ait été essentiellement faite par le peuple, puis confis-

déroqués libertins, chevaliers de noblesse déchu volant au secours des humbles, philosophes et catins pulpeuses : tout ce beau monde est très pittoresque, mais, malheureusement a été fait de bien petits microbes, sous la loupe de l'histoire. Il est vrai que celle qui utilise les bourgeois est munie de lentilles particulièrement déformantes !

Sous toutes ces minauderies courtoises, ces fières chevauchées, ces fêtes champêtres et ces gauloïseries bon enfant, ne nous y trompons pas, il y a encore et toujours le noir cynisme de ceux qui, à Fresnes ou rue de la Santé, ont reconstruit les Bastilles.

Déclaration de la délégation du Comité central du Parti communiste d'Indonésie.

## Le peuple d'Indonésie soutient fermement la lutte du peuple du Timor-oriental pour défendre la république démocratique du Timor-oriental !

Le peuple d'Indonésie suit de près et avec toute sa sympathie le développement de la lutte du peuple du Timor-oriental pour l'autodétermination et pour la conquête de l'indépendance nationale. Depuis bientôt deux ans, dans une situation d'effondrement du colonialisme portugais, le peuple du Timor-oriental a intensifié sa lutte pour l'indépendance. Il a versé son sang dans l'âpre bataille engagée contre les restes du colonialisme portugais et leurs valets. La lutte est devenue plus âpre et plus compliquée, en particulier parce qu'il faut affronter l'intervention et l'agression du régime militaire fasciste de Suharto qui a l'ambition d'annexer le Timor-oriental.

La position du peuple du Timor-oriental est juste. Il ne veut pas se dégaier de la mâchoire du crocodile pour tomber dans la gueule du tigre. Il rejette fermement le destin qui voudrait qu'en se libérant du joug du colonialisme portugais, il tombe dans les griffes du régime fasciste de Suharto ! La volonté unanime du peuple timorais à réaliser ses aspirations d'indépendance nationale a été proclamée par le FRETILIN (Front révolutionnaire pour l'indépendance du Timor-oriental) le 28 novembre 1975 en établissant la République démocratique du Timor-

oriental avec le large soutien du peuple.

Pour dissimuler la hideur de ses motifs, le régime de Suharto a utilisé avec impudence divers tours diplomatiques, alléguant qu'il « n'a pas d'ambition territoriale » et que l'Indonésie « n'est pas une puissance expansionniste ». Mais en même temps, ayant recours à des prétextes perfides et absurdes, comme celui de « protéger le peuple » du Timor-oriental, de « renvoyer les réfugiés chez eux », de mener « une décolonisation méthodique » et de ne pas permettre que « la situation mette en danger la stabilité régionale et nationale », le régime fasciste de Suharto s'est préparé dans l'ombre à une intervention militaire pour réprimer la lutte d'indépendance du peuple du Timor-oriental. En même temps qu'il utilise sa propre armée, il a aussi entraîné, équipé et armé pour envahir le territoire du Timor-oriental, plusieurs bandes représentant les classe réactionnaires qui s'étaient enfuies en territoire indonésien. Le régime fasciste de Suharto a aussi envoyé des navires de guerre pour établir un blocus, des avions et des tanks pour faire des bombardements et pour soutenir l'invasion du Timor-oriental.

Après que le peuple du Timor-oriental a proclamé officiellement son indépendance, le représentant du régime fasciste de Suharto aux

Nations-Unis a encore déclaré hypocritement que ce régime n'a « aucun intérêt à annexer le Timor-oriental » et que « le peuple du Timor-oriental devrait avoir l'occasion d'exercer son droit à l'autodétermination ». Mais il avait à peine fini de parler que le régime de Suharto jetait déjà le masque et déclenchait ostensiblement et d'une manière vicieuse son agression et son invasion d'envergure contre la République démocratique du Timor, mobilisant ses forces terrestres, maritimes et aériennes, occupant le territoire de la République démocratique du Timor-oriental et sa capitale, Dili.

La conduite de ce régime ne diffère en rien de celle de ses maîtres impérialistes américains, qui utilisèrent des traîtres nationaux pour envahir le Guatemala, Cuba, la République dominicaine, et d'autres pays d'Amérique latine. Dans le cadre de leur querelle pour étendre partout leur hégémonie, les impérialistes américains et les sociaux-impérialistes soviétiques ont tacitement donné leur bénédiction au régime fasciste de Suharto pour annexer le Timor-oriental. En Indonésie même, le régime fasciste de Suharto a foulé aux pieds la démocratie et opprimé le peuple, tué un demi-million de révolutionnaires, de patriotes et de démocrates, maintenant encore en prison 100 000 prisonniers pour une période illimitée et il a mis en gage le pays comme néo-colonie des impérialistes américains. Après la grande victoire de la révolution populaire dans trois pays d'Indochine, le régime fasciste de Suharto a agi encore plus comme le fidèle laquais et le soutien essentiel de l'impérialisme américain dans le Sud-Est asiatique. Conformément à sa nature réactionnaire, le régime fasciste de Suharto n'est pas satisfait de dominer seulement l'Indonésie. Il a de grandes ambitions de contrôler aussi les régions voisines, ou au moins de dominer les pays voisins comme un petit maharaja du Sud-Est asiatique. Poussé par ces ambitions réactionnaires, le régime fasciste de Suharto a envahi la République démocratique du Timor-oriental, a opprimé la lutte du peuple pour l'indépendance et a commencé à faire des massacres de masse d'une manière cruelle et arbitraire.

A présent le peuple timorais poursuit la lutte dans des conditions très difficiles au prix de grands sacrifices. Mais le peuple du Timor-oriental ne reste pas isolé dans cette lutte. Les peuples révolutionnaires et progressistes du monde entier se tiennent aux côtés de la juste lutte du peuple timorais, condamnant



L'armée du Fretilin est issue du peuple.

avec force l'invasion et les tueries cruelles du régime fasciste de Suharto contre le peuple du Timor-oriental, et soutenant fermement la lutte du peuple timorais qui défend son indépendance nationale.

Le peuple indonésien, qui continue encore maintenant la lutte contre le régime fasciste de Suharto, adresse ses chaleureuses salutations à l'occasion de la proclamation de l'indépendance et de l'établissement de la République démocratique du Timor-oriental. Il remercie la lutte héroïque et inflexible du peuple du Timor-oriental pour se défendre. Les peuples d'Indonésie et du Timor-oriental sont deux peuples fraternels qui seront toujours unis fermement dans leur lutte commune contre l'oppression du régime fasciste de Suharto.

« Les pays veulent l'indépendance, les nations veulent la libération et les peuples veulent la révolution » - c'est devenu la tendance historique actuelle. Aucune force quelle qu'elle soit, et encore moins le régime fasciste de Suharto - laquais de l'impérialisme américain - ne pourra entraver cette tendance.

La lutte du peuple du Timor-oriental pour l'indépendance est destinée à remporter la victoire finale ! Les agresseurs fascistes de Suharto sont destinés à la défaite !

Vive l'unité révolutionnaire du peuple d'Indonésie et du peuple du Timor-oriental dans la lutte héroïque contre les agresseurs fascistes de Suharto !

La délégation du comité central du Parti communiste d'Indonésie.  
Jusuf Adjitorop, chef de la délégation.

Le 8 décembre 1975.

